

## ÉTAT DE SANTÉ DE BOUTEFLIKA, LE RÔLE DE SELLAL, L'ENJEU RÉEL DES LÉGISLATIVES...

# Les messages lourds de Ould Abbès

**Le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould Abbès, est catégorique : «le président de la République se porte bien. Son état de santé est tout à fait ordinaire. Il poursuit ses activités de manière ordinaire». Cela étant, il qualifie toutes les rumeurs insistantes sur ce sujet depuis l'annulation de la visite de Angela Merkel de «mensonges ignobles».**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le patron du FLN s'exprimait ainsi, hier, au cours d'une conférence de presse qu'il animait en marge d'une cérémonie organisée au nouveau Centre international des conférences à Club-des-Pins, à Alger, en présence de l'ensemble des candidats têtes de liste du parti pour les prochaines élections législatives. «Je sais de quoi je parle. Je l'ai vu, et je vous assure qu'il se porte bien. Nous sommes les seuls à pouvoir parler de cette question. (...)

Il faut laisser le Président tranquille. Nul n'a le droit de parler de la santé du Président. Ni en Algérie, ni à l'étranger.» Difficile, ici, de ne pas faire le lien avec la dernière déclaration en date sur ce même sujet, celle du Premier



Djamel Ould Abbès.

ministre Abdelmalek Sellal, faite à partir de Tunis, jeudi dernier.

Le secrétaire général du FLN, l'un des plus proches de Abdelaziz Bouteflika, délivre, ici, des messages assez clairs. Tout comme cet autre démenti à une autre rumeur insistante elle aussi depuis quelques jours, attribuant la

confection des listes de candidatures à «Abdelmalek Sellal avec trois autres ministres», comme le précisera une question d'un confrère. Ce à quoi Ould Abbès répliquera sèchement : «Vous me voyez, moi, un ancien moudjahid, condamné à mort, avec mon très long parcours politique comme militant, comme ancien ministre, comme ancien député, comme sénateur et, aujourd'hui, secrétaire général du FLN qui a libéré le pays et qui le dirige, me soumettre à quiconque ou déléguer mes prérogatives à quiconque ?»

Il poursuit : «J'ai la confiance du président de la République et président du parti, en personne, et vous me voyez déléguer mes prérogatives à quiconque ?» Visiblement «inspiré» par cette question, Ould Abbès enchaînera encore : «Sellal a son travail, et moi j'ai le mien. Lui, sa mission est de diriger le gouvernement, la mienne est de diriger le FLN. Ma mission également est de gagner les élections et nous allons gagner ces élections.

Moi, je suis responsable du parti qui a libéré le pays et dans ma mission, j'ai la confiance du Président.

Si le Président en personne ne s'était pas ingéré dans cette opération, comment voulez-vous qu'une autre personne puisse le faire ?» Pour conclure sur ce sujet, le patron du FLN assénera : «Ces listes électorales, ce sont les

miennes et j'assume mes responsabilités entièrement.» Sur un autre sujet brûlant et lié toujours à la confection des listes, Djamel Ould Abbès dément catégoriquement l'implication de la corruption. «Je défie quiconque de prouver quoi que ce soit sur ma personne durant tout mon parcours. A Alger, je ne possède pas un seul mètre carré et j'habite toujours à la résidence d'Etat à Club-des-Pins depuis 1999. Pour le reste, moi, je ne suis ni la justice, ni les services de sécurité.

Si jamais quiconque s'avère impliqué dans ces histoires d'argent, je frapperai fort et sans état d'âme, comme je m'y suis déjà engagé. Fût-il mon frère ou mon fils.» De manière plus générale, Djamel Ould Abbès situera l'importance de l'élection du 4 mai prochain. «Nous avons, sur instruction du Président, adopté une nouvelle méthodologie dans l'opération de collecte et de confection des listes de candidatures (...) des critères stricts ont été arrêtés pour cela, car nous, nous ne jouons pas avec l'avenir du pays. L'élection du 4 mai est intimement liée à celle de 2019.

Je sais que des gens veulent se placer. Libre à eux de le faire. Mais qu'ils sachent que tant que le Président Abdelaziz Bouteflika est là, nous serons avec lui.» C'est on ne peut plus clair, en effet.

K. A.

## ALI BENFLIS À BÉJAÏA :

# «Le pays est dans une impasse politique totale et globale»

**«Je ne suis pas venu à Béjaïa pour vous donner une leçon de patriotisme. Béjaïa est l'authenticité et c'est le rayonnement. En plus de deux mille ans d'histoire, elle a tant donné à l'Algérie sans jamais compter et son nom à lui seul se comprend partout comme celui d'un bastion de la construction de la nation algérienne éternelle», lance d'emblée Ali Benflis, président de Talaie El Hourryet dans son meeting populaire animé hier dans la matinée à la salle Bleue, attenante au siège de la wilaya.**

S'exprimant devant quelques centaines de sympathisants et militants de son parti venus de plusieurs régions du pays ainsi que certains responsables locaux de Jil Djadid et de l'UDS, Ali Benflis qui entame à partir de Béjaïa sa campagne de boycott des élections législatives du 4

mai prochain, a dressé un violent réquisitoire de la situation générale qui prévaut dans le pays depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika.

Dans l'analyse du bilan des 4 mandats de règne de Bouteflika, Ali Benflis note que si le pays a connu dans le passé des crises politiques, économiques ou sociales, jamais l'Algérie n'a été confrontée à «une concomitance de toutes ces crises comme il l'est aujourd'hui». «C'est la concomitance de toutes ces crises qui fait l'exceptionnelle gravité de la situation actuelle dans la mesure où chaque crise amplifie les autres et où les effets de chaque crise s'ajoutent à ceux des autres», fait observer amèrement Benflis qui estime que la promesse de la démocratie et l'Etat de droit est démentie par les faits dans «l'Algérie d'aujourd'hui où c'est toujours le règne du pouvoir personnel de l'ordre autoritaire et de l'Etat de

non-droit». «Dans l'Algérie du XXI<sup>e</sup> siècle, il y a toujours une citoyenneté absolue et citoyenneté relative, une infra-citoyenneté et une supra-citoyenneté, une citoyenneté limitée et une citoyenneté sans limites (...) la promesse d'une économie émergente rivalisant avec les autres économies émergentes dans le monde, on assiste à une économie nationale en ruine que nous avons sous nos yeux après dix-huit longues années et 800 milliards de dollars livrés à un gaspillage, à une gabegie et à une prédation comme notre pays n'en a jamais connu», assène encore Ali Benflis.

Durant plus d'une heure, Ali Benflis n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour descendre en flammes le bilan du parcours de l'actuel chef de l'Etat depuis son élection à la magistrature suprême en avril 1999. «Jamais la société algérienne n'a subi de chocs comme ceux qu'elle a subis et qu'elle continue à subir. Le choc de la dévalorisation du travail et de l'effort, de la course à l'argent facile, de l'égoïsme, du repli sur soi, de la corruption, du népotisme et du régionalisme dans son image la plus archaïque et la plus révoltante (...) après 4 mandats voulus par le régime politique en place et après avoir dis-



Ali Benflis.

posé en 10 ans de ressources financières plus de trois fois supérieures à celles accumulées depuis l'indépendance du pays, l'Algérie se retrouve dans une impasse politique totale et globale, face à une crise économique exceptionnelle grave et face à une crise sociale aux conséquences difficilement prévisibles», alerte dans son intervention Ali Benflis. «Un Etat de droit fort et respecté ne peut se bâtir avec des institutions qui se distinguent par un manque de légitimité, de représentativité, de crédibilité et de confiance», soutient plus loin dans son intervention le président du parti

de l'Avant-garde des libertés qui estime que le régime politique actuel n'ouvre pas des voies mais conduit à des «impasses». «Le régime n'a pas un projet national mais un projet de survie», martèle-t-il avant d'évoquer les événements qui ont secoué la wilaya de Béjaïa le mois de janvier dernier.

Benflis regrette «l'absence d'une réaction des autorités politiques immédiate, décisive et à la mesure de la gravité de la situation». L'orateur a aussi dénoncé l'interdiction de la conférence de Younès Adli à Aokas début mars passé. «Un régime politique en pleine confiance et sûr de lui-même ne se serait pas permis de telles mesures choquantes et inadmissibles. Ce régime politique n'apprend rien des leçons du passé. Il commet les mêmes fautes et répète les mêmes erreurs qui ont tant coûté à notre nation», fait-il constater avant de s'élever aussi contre le harcèlement de syndicalistes qui se battent pour le pluralisme syndical et les défenseurs des droits de l'Homme qui sont aussi, selon lui, dans «la ligne de mire du régime politique en place ciblés par les dérives répressives en cours».

A. Kersani

## IL A PRÉSENTÉ, HIER, SON ALTERNATIVE CITOYENNE

# La profession de foi de Nordine Aït-Hamouda

**Nordine Aït-Hamouda ne veut pas rester en retrait de ce qui, à le croire, pourrait constituer «un moment charnière mais sans être encore un tournant décisif» de la vie politique du pays, lui qui a décidé de représenter «Alternative citoyenne», une liste libre de candidats à la course à la députation.**

Face à la presse, hier à Tizi-Ouzou, le leader de Alternative citoyenne a clairement fait comprendre qu'il n'entend en aucun cas se substituer aux partis classiques, il a seulement pris la résolution de participer à mobiliser les citoyens parce que, tout simplement, cela vaut plus qu'à

mobiliser les militants d'un parti. Dans sa profession de foi présentée en guise de déclaration liminaire, puis lors du jeu des questions-réponses avec les journalistes, l'ex-cadre du Rassemblement pour la culture et la démocratie assure qu'il ne focalise pas sur les partis ou sur la carte politique locale, même s'il est d'accord pour dire que celle-ci est sujette à tous les bouleversements en Kabylie. «Notre liste portera le message de la deuxième République, l'antidote à l'éclatement de l'Etat-nation pour lequel des centaines de milliers de vies se sont sacrifiées. La Kabylie ne peut être mise à l'index pour ses idées novatrices et généreuses. Bien au contraire ! Elle a conjugué avec fierté le patriotisme, elle a porté dans la double l'idée démocratique, elle est prête

à fédérer les Algériens autour de l'idée d'une refondation nationale qui mettra fin à l'Etat jacobin hérité du colonialisme», a énoncé le fils du colonel Amirouche pour expliquer le fondement, l'idée directrice, de ce nouvel engagement, pour ne pas dire un retour, au-devant de la vie politique si tant qu'il ait jamais décroché.

Pour signer son retour, donc, Nordine Aït-Hamouda a choisi de militer avec un personnel non partisan parce que «en plus des ratés de la démarche classique, le système de délégation via les partis est peu à peu réévalué à la baisse dans le monde entier (...) le citoyen acteur est au centre du combat démocratique, nous voulons l'incarner avec la force de la conviction», argue-t-il pour faire comprendre son engagement extra-parti-

san, et ce, bien qu'il soit convaincu que «le changement ne viendra pas des institutions» ou encore «aucune élection n'apportera de solution à la crise algérienne». Lui, enfant de la guerre et fils d'un héros de la guerre de Libération, appartient à la génération qui a incarné le combat pour les droits de l'Homme, le combat identitaire et la démocratie, puise ses convictions du «souffle de Novembre et de la Soummam» et s'en inspire pour «ouvrir les perspectives au futur pour un avenir meilleur». Ainsi, même s'il s'est voulu extrêmement mesuré dans ses propos, Nordine Aït-Hamouda entend bien (re)trouver sa place dans la nouvelle configuration de la carte politique en Kabylie que les tout prochains mois promettent.

M. Azedine

## ABDELAZIZ BÉLAÏD

### À MASCARA :

## «En Algérie tout s'achète tout se vend»

Intervenant ce samedi à la Maison de la culture de Mascara, le président du Front El Moustakbel établira un diagnostic sombre selon lui, tant sur le plan socio-économique qu'au niveau de la pratique politique. Abdelaziz Bélaïd déclarera qu'il n'existe plus de militants au niveau de la majorité des formations politiques car, poursuivra-t-il, «le militantisme exige des sacrifices mais malheureusement dans notre pays, il est aujourd'hui atteint par la gangrène de l'argent. Les convictions, ajoute-t-il, se monnaient et certains vont jusqu'à vendre leur âme.» Idem pour les postes de responsabilité, clame Bélaïd, car il n'y a plus de morale. «Notre pays va vers l'inconnu et nous ne pourrions éviter le pire que si la morale et la confiance sont retrouvées. Le peuple, frappé par la pauvreté, n'en peut plus et quel sera le sort de ces milliers d'étudiants au sortir de l'université ?», enchaîne-t-il.

Il est vrai, déclare-t-il, que la décennie noire a fait des dégâts mais par la suite, le pays et l'argent ont été mal gérés. Le danger, ponctue-t-il, est plutôt à l'intérieur.

M. Meddeber